

Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC fait appel aux institutions financières internationales pour qu'elles redoublent leur aide à Haïti

18 décembre 2023

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti¹ de l'ECOSOC s'est rendu à Washington, D. C. le 29 novembre 2023 pour des consultations avec la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et des représentants de l'Organisation des États américains (OEA), sur la nécessité d'un soutien renforcé, durable et coordonné à Haïti compte tenu de la détérioration de la situation dans le pays. Le Groupe consultatif a également rencontré virtuellement des représentants du Groupe de la Banque mondiale le 21 novembre 2023.

Les consultations du Groupe consultatif se sont alignées sur l'appel lancé par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2699 (2023), aux « États Membres, aux organes, organismes et institutions des Nations Unies et aux autres organisations internationales, y compris les institutions financières internationales, pour qu'ils redoublent d'efforts en vue de promouvoir le développement institutionnel, social et économique d'Haïti, en particulier à long terme, afin d'instaurer et de maintenir la stabilité et de lutter contre la pauvreté ».

Toutes les personnes qui ont informé le Groupe consultatif sont profondément préoccupées par l'augmentation constante de la violence des gangs et par la menace qu'elle fait peser sur la stabilité et la prospérité en Haïti. Il est urgent de renforcer la capacité de la police nationale haïtienne à rétablir la sécurité, notamment par le déploiement de la mission multinationale d'appui à la sécurité (MSS) autorisée par le Conseil de sécurité.

Le Groupe consultatif rappelle que les mesures de sécurité doivent être complétées par une stratégie globale et durable à long terme pour s'attaquer aux facteurs de violence, tels que l'instabilité politique, les inégalités économiques et sociales, l'extrême pauvreté, le chômage élevé, les violations des droits de la personne, l'impunité, la corruption et la faiblesse des institutions publiques. Le recrutement d'enfants et de jeunes par des gangs est toujours un sujet de grande préoccupation. Malgré les difficultés liées à l'environnement actuel, le Groupe consultatif encourage les institutions financières internationales et les autres partenaires à accroître rapidement leur soutien au renforcement des capacités haïtiennes.

Le Groupe consultatif a entendu des préoccupations concernant les effets négatifs de la fuite du capital humain (ou « exode des cerveaux ») des travailleurs qualifiés sur tous les secteurs, ainsi que sur les organisations internationales. À cet égard, le Groupe consultatif incite les institutions financières internationales à renforcer leur soutien aux autorités haïtiennes pour régler le problème de l'attrition élevée des employés du secteur public.

Le Groupe consultatif continue d'inciter les institutions financières internationales à accroître leur soutien et leur collaboration en matière de sécurité alimentaire, notamment par le biais d'investissements dans l'agriculture locale, les programmes d'alimentation scolaire et les initiatives qui renforcent la résilience des ménages.

¹ Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC est composé de représentants de l'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Canada (présidence), du Chili, de la Colombie, de la République dominicaine, d'El Salvador, de la France, d'Haïti, de la Jamaïque, du Kenya, du Mexique, du Pérou, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de l'Espagne, de Trinidad-et-Tobago, des États-Unis d'Amérique et de l'Uruguay. Le président de l'ECOSOC est membre d'office du groupe. Créé en 1999, le groupe a pour mandat de suivre de près la stratégie de développement à long terme du pays et de fournir des conseils à ce sujet.

Le système de santé haïtien est confronté à un effondrement, dû en partie à l'accès limité au carburant pour les infrastructures de santé, aux attaques ciblées contre les hôpitaux et à une pénurie de personnel de santé en raison du taux d'attrition élevé. Le système de santé a également du mal à prendre en charge la santé maternelle et infantile, les blessures liées à la violence actuelle, ainsi que les problèmes de santé mentale. Il y a risque de réémergence de maladies telles que la polio et la rougeole. Il est essentiel d'accorder une attention accrue au renforcement du secteur de la santé en Haïti. Il faut également améliorer l'accès des enfants et des jeunes à l'école et renforcer le système d'éducation d'Haïti.

Le Groupe consultatif a également entendu des préoccupations importantes concernant l'utilisation systématique de la violence sexuelle et fondée sur le genre par les gangs. Il est essentiel de renforcer la protection et d'apporter une réponse efficace aux victimes et aux survivants de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre.

Le Groupe consultatif a fait part à ses partenaires de Washington de ses préoccupations concernant les systèmes judiciaire et correctionnel d'Haïti, et a souligné qu'une aide supplémentaire était nécessaire de toute urgence pour renforcer les capacités haïtiennes dans ces secteurs. Il faut d'urgence aussi des plans clairs et réalisables pour désarmer, démobiliser et réintégrer les membres de gangs, en particulier les jeunes, de même que pour réduire la violence communautaire.

Pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité en Haïti, il est primordial que les Haïtiens s'approprient les solutions politiques. Le Groupe consultatif continue d'exhorter les acteurs politiques haïtiens, la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, les chefs religieux et le secteur privé à redoubler d'efforts pour établir un dialogue politique national inclusif afin d'ouvrir la voie à des élections crédibles, libres, justes et transparentes. Le Groupe consultatif se félicite du travail persistant du groupe d'éminentes personnalités de la CARICOM pour soutenir le dialogue politique en Haïti.

Le Groupe consultatif continue de souligner l'importance de la coordination et de la cohérence entre les partenaires, de même que de l'engagement significatif et de l'appropriation par les Haïtiens. Il se félicite de l'étroite collaboration entre les institutions financières internationales et les entités des Nations Unies. Il encourage également la poursuite du dialogue entre les Nations Unies et les organisations régionales.